

## «Propagande par la vue». Souveraineté régaliennne et gestion du nombre dans les voyages en province de Carnot (1888-1894)

In: Genèses, 20, 1995. Histoire politique, histoire du politique. pp. 24-47.

### Abstract

«Propaganda Through Sight». Kingly Sovereignty and Voting Number Management in the Provincial Travels of Carnot (1888 - 1894) A concrete practice as well as a sociological object to be constructed, the sovereignty journey to the French provinces offers a particularly well-suited vantage point for observing the prescriptive relation of the republican regime toward crowds and voting numbers. The organization of Carnot's travels was based on a combination of different reasons that nevertheless converged in the enormous task of reinforcing the presidential office: justifying a practice inherited from the monarchy by and for the institution of the presidency as well as a way of fighting against Boulanger on his own turf. Thus, the «tour of France» of Carnot, who became a republican fetish during his travels, enables a discussion of certain issues raised by the study of politics-on-show.

### Résumé

■Nicolas Mariot : «Propagande par la vue». Souveraineté régaliennne et gestion du nombre dans les voyages en province de Carnot (1888-1894) Pratique concrète et objet à construire, le voyage de souveraineté en province offre un terrain privilégié pour observer le rapport normatif du régime républicain à la foule et au nombre. La construction des déplacements de not obéit à un faisceau de logiques diverses mais qui convergent dans un vaste travail de renforcement du poste présidentiel : remotivation par et pour l'institution présidentielle d'une pratique héritée et lutte contre Boulanger sur son propre terrain. Le «tour de France» du fétiche républicain qu'est Carnot en voyage permet ainsi d'aborder certaines des questions posées par l'étude du politique en représentation.

---

Citer ce document / Cite this document :

Mariot Nicolas. «Propagande par la vue». Souveraineté régaliennne et gestion du nombre dans les voyages en province de Carnot (1888-1894). In: Genèses, 20, 1995. Histoire politique, histoire du politique. pp. 24-47.

doi : 10.3406/genes.1995.1306

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes\\_1155-3219\\_1995\\_num\\_20\\_1\\_1306](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1995_num_20_1_1306)

---

## «PROPAGANDE

## PAR LA VUE»

SOUVERAINETÉ RÉGALIEENNE

ET GESTION DU NOMBRE

DANS LES VOYAGES

EN PROVINCE DE CARNOT

(1888-1894)

**Nicolas Mariot**

1. Eugène Bertol-Graivil, *Les 28 jours du président de la République*, Paris, Ernest Kolb, 1889, p. 138-139.

2. L'importance des albums-souvenirs dans ce travail nous oblige à mieux présenter celui qui fut notre principal interlocuteur. Car il est évident que ces albums renseignent autant sur les représentations de leurs auteurs (Bertol-Graivil et Paul Gers) que sur l'objet de leur discours. Il a ainsi fallu s'habituer à «l'esprit si parisien» de Bertol-Graivil (Paul Bluysens), pour mieux percevoir le «point de vue sur la province» qui est offert ici ou encore percevoir la place privilégiée des journalistes accrédités travaillant à leur constitution en «presse Élyséenne». Saisir encore la place des albums dans le tour de France de Carnot, puisqu'ils sont, dès le second volume en 1889, publiés par Paul Boyer, photographe officiel du chef de l'État. Néanmoins nous espérons montrer que ces albums permettent, par une sorte de renversement de la position du locuteur, lorsqu'il ne peut, par exemple, retenir l'expression de son incrédulité

*« J'ai causé avec des paysans : ils avaient vu monsieur le président de la République et ils s'en allaient tout guillerets en disant : "Moi aussi je l'ai vu, il nous a souri, c'est un brave homme. Vive Carnot". J'ai croisé des maires de cantons : ils avaient serré la main de monsieur Carnot et, très dignes, ils s'écriaient : "Je lui ai serré la main ... je lui ai serré la main" »<sup>1</sup>.*

C'est par ces mots que notre «informateur» privilégié au long de cette recherche conclut sa relation du voyage de Carnot en Normandie. Journaliste parisien aisé couvrant les déplacements présidentiels pour *L'Estafette*, *L'Écho de Paris* et *Le Mot d'Ordre*, auteur de quatre des cinq albums-souvenirs relatant les voyages du président en province, Eugène Bertol-Graivil<sup>2</sup> souligne bien tout ce que pouvaient avoir d'irritant pour les plus radicaux des républicains ces déplacements : n'y a-t-il pas une forme de superstition païenne digne des régimes passés dans le fait de vouloir toucher la main d'un homme, fût-il (ou à plus forte raison encore) le magistrat suprême de la République ?

Pourtant, ces témoignages permettent de poser clairement le rapport de face-à-face physique qui fait le cœur du voyage présidentiel en province au début de la Troisième République : comment le chef de l'État (et l'institution qu'il incarne) peut-il, et doit-il, paraître en public ? Comment le public de citoyens éclairés, maîtres de leurs suffrages, doit-il paraître en foule face à l'incarnation vivante de la souveraineté et des principes républicains ? En partant d'une pratique concrète qui est aussi un objet à construire (le voyage de souveraineté en province), il sera question, ici, du rapport normatif du régime républicain à

Illustration non autorisée à la diffusion

\* D'après François Goguel, *Géographie des élections sous la Troisième et la Quatrième Républiques*, Paris, A. Colin, Cahier de la FNSP n° 159, 1970. Cartes des suffrages conservateurs en 1885 (p. 23) et des élus conservateurs et boulangistes en 1889, lors du scrutin législatif du 10 février 1890 (p. 27).

## DOSSIER

*Histoire politique,  
histoire du politique*

Nicolas Mariot  
«*Propagande par la vue*»

la foule et au nombre. Approcher ces pratiques de la représentation politique, c'est interroger la manière par laquelle les républicains ont tenté de répondre à la question : comment faire participer le citoyen hors du simple exercice du suffrage, puisque ce dernier paraît insuffisant à la fois pour réaliser pleinement un citoyen éclairé et pour affirmer concrètement le régime dans sa quotidienneté ? Interroger le rapport au nombre et sa gestion conflictuelle de la rue à l'urne, doit ainsi permettre d'aborder d'un point de vue décalé la longue institutionnalisation de ce même rapport dans le cadre du suffrage.

Pour mieux saisir ce double lien physique entre le public et l'institution en représentation, l'exemple de la présidence de Sadi Carnot est particulièrement intéressant. Tout d'abord parce qu'il est le premier chef de l'État républicain à réutiliser une pratique traditionnelle du souverain d'Ancien Régime jusqu'au cloîtement de Louis XIV et de ses successeurs à Versailles. De ce point de vue, le jeu entre les sédimentations héritées de la pratique et ses novations sémantiques républicaines permet de souligner pleinement les ambiguïtés que recèle l'instauration progressive du nombre comme principe légitimateur dans ses liens avec la mobilisation des affects au cœur des foules spectatrices de tels événements locaux.

D'autre part, ces voyages font système dans un projet affirmé : dès son accession à la présidence, Sadi Carnot déclare son intention de multiplier les fêtes à l'Élysée, et surtout de réaliser un vaste «tour de France»<sup>3</sup>, définissant un véritable «procès de représentation» visant à donner une visibilité plus importante à la fonction présidentielle. Fêtes et dîners dans la salle des fêtes de l'Élysée inaugurée en 1889, visites dans Paris, arbres de Noël pour les enfants déshérités ou installation ostensible des Carnot à Fontainebleau pour l'été accompagnent ce mouvement<sup>4</sup>. Dans ce sens, la remobilisation de cette pratique héritée participe du processus d'institutionnalisation du poste présidentiel après les avatars de la fameuse «crise du 16 mai». Faisant suite à la «présidence de l'ombre» de Jules Grévy durant laquelle la perpétuation de la fonction comme puissance institutionnelle s'était opérée essentiellement dans les transactions et marchandages avec le ministère et la Chambre, cette mise en lumière de la présidence n'allait pas de soi. On peut ainsi montrer que le voyage en province est l'un des moyens pour Carnot et ses successeurs de constituer un «nouveau métier de président»<sup>5</sup>.

face à une pratique qu'il découvre, d'accéder à la réalité de ces manifestations. Inversement, ils fournissent une source inestimable pour percevoir les représentations qu'espéraient produire sur les citoyens les organisateurs des visites.

3. *Le Figaro* des 26 décembre 1887 et 1<sup>er</sup> janvier 1888.

4. Cf. les cartons APP Ba 993 et 994.

5. Willy Pelletier, «La crise de mai 1877. La construction de la place et de la compétence présidentielle», in Bernard Lacroix et Jacques Lagroye (dir.), *Le Président de la République. Usages et genèses d'une institution*, Paris, Presses de la FNSP, 1992, p. 79-107.

Enfin, ces voyages s'inscrivent dans une conjoncture de lutte du régime face au général Boulanger, lui-même grand utilisateur du contact personnifié avec la foule. Le tour de France de Carnot ne peut être pleinement perçu sans prendre en considération le véritable «combat de représentation» auquel se livrent les deux hommes à travers leurs voyages croisés. En jouant sur le même registre d'une relation individuelle à la foule, qu'elle soit directe ou médiatisée par des matériaux politiques de représentation développés à grande échelle, Carnot développe une stratégie double : rendre acceptable un rapport personnel au «peuple» et institutionnaliser la fonction présidentielle en luttant contre le «César en herbe»<sup>6</sup>. Boulanger devient dans ce schéma une des conditions de possibilité au dévoilement de la figure du chef de l'État.

En partant de la description concrète des rapports entre le public et l'institution (en particulier à travers une analyse des modes de mobilisation des comportements «affectés» par la venue du président), nous chercherons donc dans un second temps à réinscrire le tour de France de Carnot dans sa conjoncture politique (la crise boulangiste et l'institutionnalisation de la présidence). Ce sera l'occasion de «disséquer» cet «homme-sandwich» qu'est le président Carnot en voyage : chef de parti face à Boulanger et à l'occasion des célébrations du centenaire de 1789, il est la «marque phare» de l'entreprise républicaine, figure déposée sur de nombreux objets de propagande puisque héritier parfait de la grande révolution par son grand-père, Lazare Carnot, et de 1848 par son père. Promoteur d'une institution dévaluée, il est aussi le dépositaire des restes des ressources régaliennes héritées de l'Ancien Régime. Nous montrerons enfin comment Carnot tente de combiner dans ses voyages, en y parvenant parfois, à dignité républicaine et *dignitas* royale<sup>7</sup>, c'est-à-dire austérité de la relation aux principes normatifs issus du suffrage «éclairé» et inscription dans la longue chaîne de la perpétuité de la souveraineté étatique. Souligner ici la stabilité particulière de l'agencement matériel des séquences composant ces déplacements provinciaux au long du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est marquer fortement l'importance des transformations de sens qui ont néanmoins affecté la remobilisation républicaine de la pratique, mais aussi penser le voyage de souveraineté<sup>8</sup> en province, catégorie pré-découpée, comme objet sociologique à construire.

Illustration non autorisée à la diffusion

*Le Président de la République*  
*Sadi Carnot.*  
© D.R.

6. Selon les mots d'un «patriote» qui «ne fait pas de politique» mais écrit pour se plaindre de la distribution à Saint-Etienne du portrait de Boulanger en grande tenue (cf. APP Ba 971, lettre du 13 juillet 1889).

7. Cf. sur cette notion médiévale, Ralph E. Giesey, *Cérémonial et puissance souveraine, France, XV-XVII siècles*, Paris, Armand Colin-EHESS, 1987. L'auteur cherche à montrer que la fiction juridique des deux corps du roi avait pour objet premier de constituer juridiquement et de représenter la perpétuité du pouvoir royal à travers la notion de *dignitas* (p. 11-15), et ne concernait donc que marginalement la question de l'étendue de ce pouvoir.

8. Alain Corbin, «Les fêtes de souveraineté», in A. Corbin, Noëlle Gérôme et Danièle Tartakowsky (dir.), *Les usages politiques des fêtes aux XIX-XX siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, p. 25-38.

## DOSSIER

*Histoire politique,  
histoire du politique*

Nicolas Mariot  
« Propagande par la vue »

### Faire participer le public

Pas de déplacement officiel sans public, sans bruits et lumières. Le rappel de cette commune évidence marque l'enjeu essentiel que représente la mobilisation d'un public. Sans pouvoir développer ici une analyse sociologique du travail municipal de mobilisation, l'essai d'anthropologie sensorielle des visites qui suit, tente de donner un premier aperçu « pratique » des ambiguïtés entre rapport à la norme du suffrage et usage concret de « la foule » par les républicains de gouvernement. Il s'agit d'interroger un fait simple : pourquoi les moments où le public le plus large est présent (cortèges en ville essentiellement) sont aussi ceux de moins bonne visibilité de l'événement ?

La visite présidentielle en province doit être caractérisée fondamentalement par le bouleversement des normes et repères quotidiens, physiques ou sensitifs, qu'elle induit.

Transformation physique de la ville d'abord. L'habillage urbain constitue peut-être l'héritage le plus fidèle des entrées royales<sup>9</sup>. La ville est tout entière pavoi-sée, décorée, nettoyée. Les comités républicains lancent de vastes souscriptions pour financer l'érection d'arcs de triomphe et la décoration du mobilier urbain (en particulier les statues). Si le « plafonnement » des rues par des banderoles est pratique courante, tout est prétexte à pavoiiser : lorsque Carnot traverse l'île de Ré, « les ailes des moulins à vent sont recouvertes de drapeaux tricolores »<sup>10</sup>. Enfin et surtout, l'industrialisation de la fête est de plus en plus affirmée. On fait appel à des entrepreneurs privés pour tout ce qui concerne les technologies festives (feux d'artifice, ballons, symboles de symboles comme les drapeaux miniatures distribués aux enfants). En échange de la visite présidentielle dans la manufacture ou, au moins, du passage du cortège devant celle-ci, la municipalité tente d'obtenir que les industriels accordent un jour chômé payé à leurs ouvriers. A l'inverse, certaines manufactures écrivent aux autorités en promettant de financer l'érection d'un arc de triomphe si elles obtiennent la présence du chef de l'État. Les trajets urbains des cortèges<sup>11</sup> sont donc en partie construits en fonction de la localisation géographique des bailleurs de fonds privés nouvellement convertis à cette forme d'achat « d'espaces publicitaires » que sont les arcs de triomphe.

9. Cf. la description des préparatifs d'une entrée par Noël Coulet, « Les entrées solennelles en Provence au XIV<sup>e</sup> siècle », *Ethnologie française*, vol. 7, n° 1, 1977, p. 63.

10. E. Bertol-Graivil, *Les Voyages présidentiels illustrés. 7<sup>e</sup>-8<sup>e</sup> voyages*, Paris, P. Boyer, 1890, p. 110.

11. Sur le faisceau de logiques (historique, financière et politique) qui préside à leur constitution lors des fêtes de Nancy, cf. notre travail, *Sadi Carnot en visite à Nancy. Organisation des fêtes et déplacements en cortège*, mémoire pour le DEA de sciences sociales, ENS-EHESS, 1994, p. 28-37.

Si la physionomie de la ville traversée est profondément modifiée, les transformations les plus manifestes ont sans doute trait à l'environnement sensoriel des individus qui participent à la visite. L'insistance des commentateurs sur l'envahissement sonore et lumineux lors des déplacements est l'une des figures rhétoriques les plus marquantes des commentaires de voyage : à la confusion du brouhaha ambiant s'oppose presque systématiquement la luminosité aveuglante de ce qui est montré. Les bruits, même lorsque certains d'entre eux (coups de canon, cloches) se détachent clairement du bruissement de la foule, sont toujours perçus de façon assourdissante : «Vive Carnot. Vive la République. Et cela répété mille fois, cent mille fois. C'est assourdissant, charmant, excellent, attendrissant presque, mais assourdissant»<sup>12</sup>. Les visites présidentielles s'apparentent véritablement à un bouillonnement de sons aussi récurrents que divers, multitude qui permet de donner au silence des solennités une forte charge émotionnelle : les trompettes d'artillerie, les cloches du beffroi sonnant alors de quart d'heure en quart d'heure, les 101 coups de canon réglementaires, «les nombreuses fanfares venues de plus de 300 communes du Loiret» parcourant Orléans au milieu des vivats ou encore les «détonations effrayantes» des 5 000 fusées et 150 bombes composant le feu d'artifice toulousain, construisent ainsi un «effet saisissant»<sup>13</sup>.

A l'opposé de l'étourdissement sonore, la netteté lumineuse et l'éblouissement visuel s'imposent avec force<sup>14</sup>, représenté ici par la masse informe de la foule bruyante. Les descriptions des visites présidentielles évoquent une foule solidaire, indistincte, dessinant un vide lumineux au milieu de la rue dans lequel l'objet des regards apparaît clairement détaché. La valorisation de la lumière, de la «propagande par la vue», tient sans doute de la croyance «savante» de l'époque dans «l'émotion esthétique» comme moyen d'accès privilégié à «l'amour du bien»<sup>15</sup>. Tout est bon pour exalter la pénétration de l'électricité comme autre symbole du progrès républicain, l'éclat des feux d'artifices, la luminosité des costumes, et en même temps évacuer l'ombre, éclairer le citoyen en lui montrant «le beau». La nuit est le moment privilégié où il est facile «d'éblouir les sens» : le président y amène la lumière, au propre comme au figuré.

Nous voudrions poser l'hypothèse selon laquelle cet environnement sensoriel en grande partie construit dans

Illustration non autorisée à la diffusion

*Le général Boulanger.*  
© D.R.

12. E. Bertol-Graivil, *Les 28 jours*, op. cit., p. 91.

13. E. Bertol-Graivil, *Les voyages présidentiels illustrés. 9<sup>e</sup>-10<sup>e</sup>-11<sup>e</sup> voyages (1891)*, Paris, P. Boyer, 1892, p. 2, 3 et 36.

14. Il s'agit bien, autant dans l'organisation objective des séquences cérémonielles que dans les commentaires qui en sont faits, «d'imposer la lumière purifiante du savoir et du pouvoir dans cet infini d'en bas dont parle Victor Hugo» (Alain Corbin, *Le Temps, le désir et l'horreur. Essai sur le XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Aubier, 1991, p. 229).

15. Le rapport de la commission de la décoration des écoles et de l'imagerie scolaire (1881) cité par Olivier Ihl dans sa thèse («C'est toujours par les yeux que nous recevons de la beauté l'impression la plus forte et la plus sûre») est à rapprocher de cette «propagande par la vue plus efficace bien souvent que les meilleurs discours, et même, hélas, que les meilleures lois» dont parle *Le Paris* du 02/05/1888 à propos des voyages de Carnot. Cf. Olivier Ihl, *La citoyenneté en fête : célébrations nationales et intégration politique dans la France républicaine de 1870 à 1914*, Thèse de doctorat en histoire, EHESS, 1991, p. 511.

## DOSSIER

*Histoire politique,  
histoire du politique*

Nicolas Mariot  
«*Propagande par la vue*»

l'organisation des visites vise à faire passer le spectateur au rang d'acteur. Les percussions répétées des cloches sonnantes à la volée ou des coups de canon sont les marqueurs sensibles du changement d'état, de la sortie de la temporalité quotidienne vers celle, extra-ordinaire, de la visite présidentielle. Ensuite, leur mobilisation continue durant la visite souligne son caractère événementiel. La cloche ne découpe plus le temps, elle rend hommage<sup>16</sup>. Pour préciser le caractère liminal de la visite présidentielle, on peut reprendre la définition de la cérémonie proposée par D. Dayan et E. Katz : «Une cérémonie relève à la fois du spectacle et de la fête en ce que, d'une part, elle se construit sur un thème et sur un programme précis, distingue sans ambiguïtés performants et spectateurs ; en ce sens que, d'autre part, elle repose sur l'interaction des uns et des autres»<sup>17</sup>. La visite d'État est un spectacle : ses officiants (membres du cortège) sont très clairement séparés des spectateurs par la haie des soldats, elle est très formalisée, et les réactions du public sont limitées. Elles consistent essentiellement à exprimer une affectivité face à ce qui leur est proposé ; les officiants, au contraire, doivent montrer la plus grande maîtrise de leurs émotions. Soulignons évidemment qu'officiants et spectateurs sont d'abord séparés par l'ordonnancement des cérémonies : seuls les premiers, régis par les listes de l'ordre de(s) réception(s) en préfecture (liste protocolaire fixe obéissant à l'ordre des rangs et positions statutaires), des cortèges ou des banquets (liste notabiliaire d'invitations personnalisées tout entière à construire), participent à l'ensemble des séquences composant la visite<sup>18</sup>.

Mais la visite n'est pas que spectacle : les spectateurs peuvent outrepasser ce rôle minimal, en particulier en mettant en place des échanges entre eux, en devenant acteurs de la cérémonie dans un paradoxe essentiel : «tout se passe comme si célébrants et public n'étaient cérémoniellement séparés qu'afin de pouvoir interagir»<sup>19</sup> de façon définie et canalisée. Les spectateurs-participants doivent croire au rapprochement physique, presque palpable, de la figure présidentielle, mais aussi ne pas trop y croire : il n'est pas question de quitter sa condition de spectateur, d'outrepasser les règles de l'interaction propres à ces événements. La cérémonie est ainsi fondée sur la fiction d'un face-à-face physique possible entre le symbole en déplacement et chacun des membres de la communauté. La visite est ainsi entièrement construite

16. Alain Corbin, *Les cloches de la terre*, Paris, Albin Michel, 1994.

17. D. Dayan et E. Katz, «Rituels publics à usage privé», *Annales ESC*, n° 1-2, 1983, p. 4-5.

18. Pour une approche sociologique de la construction de ces listes, cf. N. Mariot, *Sadi Carnot en visite à Nancy*, *op. cit.*, p. 8-22.

19. D. Dayan et E. Katz, «Rituels publics...», *op. cit.*, p. 5.



sur le fait que l'adhésion au programme proposé est le comportement «normal» en de telles circonstances, bien qu'en rupture avec le comportement «ordinaire» dans l'espace public de la rue. De ce point de vue, les spectateurs nancéens répondent pleinement à ce que l'on attend d'eux lorsqu'il est possible d'écrire : «sur le parcours, la population se presse, garnit les fenêtres, monte sur toutes les saillies, s'accroche aux grilles, grimpe sur les toits. Tout le monde veut voir»<sup>20</sup>. C'est bien dans cette interaction, dont la réalisation minimale (voir le président) nécessite des efforts qui peuvent même être physiques, que se réalise pleinement la cérémonie. Ce qui ne veut pourtant pas dire que la liesse collective décrite par notre informateur indique une adhésion franche au régime ou à la personne de Carnot. Simplement est-elle le comportement attendu en de telles circonstances : si parfois on pousse des vivats avec ironie, l'essentiel est de crier. La liesse se conjugue ainsi parfaitement dans l'ordre codifié des pratiques réglementées de la fête de souveraineté : artifice et liesse collective peuvent cohabiter dans toute activité ritualisée puisque celle-ci ressortit avant tout de codes de comportement qui agissent pour chacun comme des représentations traditionnelles et caricaturales d'attitudes émotionnelles obligées<sup>21</sup> (cris, applaudissements, silence «officiel»...).

Comment les républicains justifient-ils et expliquent-ils cette «mise en liesse» de la foule ? Quelle place tient-elle vis-à-vis de l'exercice du suffrage ? Il nous faut, pour répondre à ces questions, réinsérer ces visites dans l'ensemble des voyages qui leur donnent sens et surtout les replacer dans le travail d'institutionnalisation du poste présidentiel et de lutte contre Boulanger.

## Trajets croisés

Le 25 avril 1888, Carnot quitte la capitale pour son premier déplacement en province. Six ans après, le 24 juin 1894, il est assassiné à Lyon en plein cortège après avoir effectivement réalisé un véritable tour de France. Ses premiers voyages sont toujours présentés par les contemporains dans leur opposition à ceux du général Boulanger. Tant dans les journaux boulangistes et républicains que chez les policiers<sup>22</sup>, la comparaison des voyages croisés du chef de l'État et du «brav' général» prend la forme d'un véritable combat à distance. Pour tous les commenta-

Illustration non autorisée à la diffusion

20. E. Goutière-Vernolle, *Les Fêtes de Nancy, 5, 6 et 7 juin 1892*, Nancy, Imprimerie G. Crépin-Leblond, 1892, p. 19.

21. Sur la notion de rite et l'importance de ces règles de comportement positives (car apprises en les agissant, et non par différenciation) et constitutives de la nature même de l'action (sans quoi celle-ci n'existe pas comme telle mais devient «autre chose» si elles ne sont pas respectées : il n'y a pas de solennité sans silences, pas de visite officielle sans vivats), cf. Michael Houseman et Carlo Severi, *Naven ou le donner à voir. Essai d'interprétation de l'action rituelle*, Paris, CNRS Éditions-Éditions de la MSH, 1994, p. 196-197.

22. Sur ces comparaisons, cf. notre travail, *Les voyages en province de Carnot et Boulanger. 1888-1893. Quelques éléments pour une approche du travail de représentation politique*, mémoire pour le DEA de sciences sociales, ENS-EHESS, 1994, p. 104-106.

## DOSSIER

*Histoire politique,  
histoire du politique*

Nicolas Mariot  
«*Propagande par la vue*»

teurs, c'est la question de la popularité respective de ces deux causes qui se joue dans la vigueur des acclamations rencontrées par les deux personnages.

Mais si on peut parler de voyages croisés, c'est avant tout parce qu'ils opèrent dans le même répertoire d'action : celui de l'appropriation de la symbolique nationale et son intégration dans la République. Il est frappant de constater que Boulanger et Carnot adoptent le même mode de paraître en public, seul l'œillet rouge servant d'emblème distinctif chez les partisans du général dans une perspective où le voyage de souveraineté se donne à voir comme «modèle en miroir». C'est le même «idiome cérémoniel»<sup>23</sup> qui fonde les voyages en province des deux personnages, structuré dans les deux cas autour de la mobilisation de ressources institutionnelles, celles du prestige protocolaire, que Boulanger tente de réactiver alors même qu'il en est très vite privé, par sa mise à la retraite de l'armée notamment. Dès lors, on peut poser l'hypothèse que, si l'institutionnalisation du poste présidentiel se réalise dans la lutte contre Boulanger, celle-ci est aussi, en en donnant à voir une utilisation potentielle, condition de possibilité au dévoilement de la figure du chef de l'État : il a fallu montrer que «la place était déjà prise». C'est donc bien la question de l'institution qui est constamment présente derrière les voyages des deux figures les plus visibles de la «crise boulangiste».

Le «grand banquet révisionniste» de Tours fournit un bon exemple de la volonté de Boulanger de s'approprier les ressources prestigieuses du protocole auxquelles il a été largement habitué durant sa carrière militaire et politique. Le général arrive par le train en gare de Tours, le 17 mars 1889 à 10 heures<sup>24</sup>. Il y est accueilli par quelques-uns de ses partisans. Le train poursuit sa route jusqu'à la gare de St-Pierre-les-Corps, toute proche, pour permettre au général d'effectuer une véritable «entrée». Naquet décline sa qualité de sénateur pour faciliter l'accès des boulangistes locaux au quai, mais sans résultat : dès que la possibilité leur en est donnée, les boulangistes mettent en avant les attributs de leurs positions ou statuts officiels (insignes et écharpes tricolores en particulier). Une petite réception-hommage est organisée, comme pour Carnot, dans la salle d'attente : deux hommes remettent au général un bouquet et une gravure le représentant aux côtés de «la France attendant la liberté». Pour accompagner le cortège de 39 voitures, une trentaine «de voyous, de

23. Nous reprenons de façon quelque peu élastique la notion telle qu'elle est définie par Erwin Goffman dans *Les rites d'interaction*, Paris, Éditions de Minuit, 1974 (*Interaction Ritual*, Garden City, Doubleday Anchor, 1967), p. 50 et 75-85.

24. Tous les renseignements qui suivent sont issus du rapport de police du 19 mars 1889, APP Ba 971.

gamins de 15 à 18 ans, embauchés le matin même» ont crié et chanté les “pioupious d’Auvergne”. Sept musiciens jouent la Marseillaise, comme pour Carnot : ne manquent ici que les honneurs militaires auparavant rendus au général d’armée.

Le cortège «a pris le chemin le plus long» vers Tours. Seule différence avec les voyages de Carnot, les déplacements boulangistes ne peuvent donner le même sentiment d’unanimité, et la violence physique y éclate souvent. Porte de Grammont, nouvelle tentative de cérémonialisation de la visite ; on tente de jouer une courte scène «d’entrée» dans la ville : «huit individus assez bien mis et portant, les uns le ruban de la légion d’honneur, les autres celui de la médaille militaire, ont salué Boulanger [et] lui ont offert un bouquet». Arrivé à son hôtel, Boulanger vient se faire acclamer au balcon. Selon notre informateur, il effectue onze va-et-vient entre le salon et le balcon en deux heures, pareillement à Carnot au balcon des préfectures. Il reçoit alors les membres des comités révisionnistes (environ 1 000 personnes). Après le banquet de 1 316 couverts, ouvert par une Marseillaise, Boulanger retourne à l’hôtel. D’une des fenêtres, il crie : «Je vous remercie du fond du cœur de crier “vive Boulanger”, mais permettez-moi de crier avec vous “vive la République”». De six à dix heures, il reçoit 1 500 personnes de Tours par groupes de 10 à 20 personnes, surtout des femmes et des enfants «de toutes les classes». A minuit, il retourne en gare. Une feuille boulangiste locale précise que l’hôtel a prévu d’installer plus de 2 000 bougies, permettant ainsi de «rendre le spectacle féerique». Là encore, on peut souligner le parallèle avec la place prise par la lumière dans le renversement cérémoniel des normes quotidiennes dans les voyages de Carnot : lors de la tournée en Bretagne, Le Hérissé «fait même défiler [Boulanger] sous des arcs de triomphe et lui offre un grand feu d’artifice»<sup>25</sup>. La comparaison dans la mise en scène s’avère donc quasi complète : l’énorme différence vient du fait que Boulanger ne peut pas mobiliser de ressources officielles.

Fondé sur la multiplication du passage devant les urnes, le processus de légitimation choisi par Boulanger nécessite un tel investissement de terrain, développé en particulier à l’occasion des campagnes ou après-campagnes électorales, avec un sens très militaire de la tournée en pays conquis. Mais le général va être un des premiers à user du nombre pour toucher le plus grand

Illustration non autorisée à la diffusion

25. Si l’on en croit Jean Garrigues, *Le Général Boulanger*, Paris, Fayard, 1992, p. 181, bien que l’auteur ne mentionne pas ses sources de façon détaillée.

## DOSSIER

*Histoire politique,  
histoire du politique*

Nicolas Mariot  
«*Propagande par la vue*»

nombre, ouvrant une brèche vers l'utilisation massive de technologies électorales médiatisant un lien personnel entre le candidat et l'électeur. Ainsi, aux côtés d'investissements de forme dont certains sont également propres à Carnot (l'usage intensif de l'autographe dans les matériaux écrits), d'autres spécifiques au mouvement boulangiste (l'usage de la parole performative sur les placards électoraux – «Faut qu'il revienne !» –, des images christiques ou prophétiques et plus encore de la forme particulière de «l'appel au peuple»<sup>26</sup>), on pourrait dire que la construction de l'identité politique boulangiste centrée sur la personnalisation de la relation entre Boulanger et ses fidèles se joue essentiellement dans l'importation de «technologies électorales» mobilisées par les «machines» des partis américains qu'a pu observer le comte Dillon. Celles-ci soulignent en effet la montée en puissance progressive de nouveaux entrepreneurs politiques qui mobilisent des ressources diversifiées, des plus traditionnelles (clientélisme, don et contre-don dans l'échange électoral) aux plus «modernes», au sens où elles sont fondées sur un objectif de nationalisation de l'enjeu autour d'une même figure, et qu'elles mobilisent les modes de pénétration nouveaux de l'État sur le territoire, ceux «du gouvernement à distance» de l'État-nation.

Ainsi, le caractère le plus «moderne» de l'entreprise boulangiste réside dans le travail rationalisé d'uniformisation nationale des formes de la propagande. Boulanger ne pouvant pas avoir une relation de face-à-face avec l'ensemble des électeurs, il importe «d'agir à distance» à travers les intermédiaires constitutifs de l'objectivation des relations sociales<sup>27</sup>. La photographie du général est distribuée dans tout le pays : il est frappant de constater qu'elle décline son image sous ses différentes facettes (militaire en retraite couvert de médailles ou au contraire dans la force de l'âge, bourgeois bien mis) mais toujours dans un format standardisé et massivement distribué. C'est bien de la constitution d'une «identité de papier» dont il s'agit ici, le mouvement boulangiste mobilisant à son profit les supports matériels de l'imposition de l'État et de la constitution d'une «identité nationale». A Lille, la sûreté générale saisit en novembre 1888 un petit carton (de la taille des papiers d'identité actuels) représentant Floquet et intitulé «Voyez le revers de la médaille» ; en la retournant au jour, on distingue par transparence la silhouette de Boulanger. Le même procédé est utilisé à par-

26. Sur le matériel de propagande boulangiste, cf. AN F7 12448.

27. Gérard Noiriel, «Naissance de l'état-civil républicain», *Genèses*, n° 13, septembre 1993.

tir d'une carte de l'Europe intitulée «cherchez le général Boulanger» : son visage est dessiné par les frontières polonaises et russes<sup>28</sup>. L'appropriation des outils du «gouvernement à distance» atteint son degré le plus élevé lors de la saisie de pièces de monnaie à son effigie : à Pontarlier (Doubs), la police saisit 500 pièces de dix centimes de ce type ; à Vannes, un commerçant reçoit en paiement une pièce «boulangiste» de cinq francs <sup>29</sup>.

On touche ici à la difficulté et à la nécessité de penser l'enchevêtrement des pratiques et le travail de sédimentation à l'œuvre au long du XIX<sup>e</sup> siècle, particulièrement dans le domaine de la représentation politique et de ses liens avec l'instauration du nombre comme principe légitimateur. Car en parallèle à cette tentative boulangiste usant tant du modèle encore frais des tournées bonapartistes en province que des formes les plus neuves de la mobilisation électorale, les voyages en province de Carnot peuvent être caractérisés comme un moment de réinvestissement d'une pratique très ancienne, celle du voyage de souveraineté, «remotivée» par le recours à une symbolique «neuve», celle du lien citoyen. Il s'agit bien pour Carnot de montrer à tous que «la place est déjà prise» en faisant revivre dans un rite hérité l'institution, alors que le mouvement boulangiste se construit comme «contre-église»<sup>30</sup>.

La comparaison des répertoires d'action mobilisés par Boulanger et Carnot souligne bien ce processus : le président de la République reprend à son compte les instruments de la médiation charismatique mis en place par Boulanger en multipliant la distribution de ses portraits. Comme pour Boulanger encore, on fabrique des supports spéciaux pour le portrait du président, véritables fétiches de collectionneurs destinés à objectiver le rapport personnalisé à Carnot. Ainsi, à Boulogne-sur-Mer, le chef de l'État visite une fabrique de plumes où «on frappe, en présence de monsieur le président de la République, une plume spéciale, laquelle porte le portrait de monsieur Carnot et prendra ainsi le titre de «Plume Carnot»<sup>31</sup>. Là encore, cette large diffusion des portraits présidentiels vise à dépasser les limites du face-à-face et de la saisie immédiate du sens instaurées par le déplacement physique.

Avant de s'intéresser plus avant à ces héritages des usages anciens de la représentation du souverain qui

Illustration non autorisée à la diffusion

28. Cf. le carton AN F7 12448 pour un aperçu des saisies de matériel boulangiste, et en particulier la note du 17 novembre 1888.

29. Rapports de police des 29 novembre et 30 septembre 1888, AN F7 12448.

30. François Héran, «L'institution démotivée. De Fustel de Coulanges à Durkheim et au-delà», *Revue Française de Sociologie*, vol. 28, n°1, 1987, p. 86.

31. E. Bertol-Graivil, *Les Voyages présidentiels illustrés. Voyage de monsieur Carnot, président de la République, dans le Pas-de-Calais*, Paris, Paul Boyer, 1889, p. 76.

## DOSSIER

*Histoire politique,  
histoire du politique*

Nicolas Mariot  
«*Propagande par la vue*»

permettent à Carnot de se voir représenter dans un feu d'artifice ou de parader sous une trentaine d'arcs de triomphe (Nancy, 1892), il nous faut montrer le processus qui permet de rendre le voyage acceptable du point de vue de la norme républicaine, celle-là même qui fait parler Clemenceau, dans le préambule au décret de 1907 réformant les règles protocolaires fixées en 1804 et en vigueur durant le premier quart de siècle de la République, «d'un appareil et un formalisme inconciliables avec la simplicité du régime républicain»<sup>32</sup>.

### Rendre la pratique acceptable

En augmentant sa visibilité politique et sociale, Carnot prend le risque de réveiller une représentation du rôle présidentiel entachée de suspicion chez les Républicains. C'est pourquoi le processus d'institutionnalisation d'une présidence républicaine passe par une nécessaire clarification de l'utilisation qu'il compte faire du poste. Affirmer l'existence possible d'un président dans la République, c'est aider, par le voyage, à républicaniser ce territoire national autour de ressources pour lesquelles Carnot a été en partie élu : la possibilité cérémonielle ou protocolaire de développer une politique d'allégeance des autorités locales au régime ; l'affirmation, à travers un nom, d'une politique de propagande républicaine.

La réception à la préfecture des maires du département tient une place essentielle dans ce processus de républicanisation des voyages. Elle en est l'une des séquences les plus formalisées et vient souligner leur visée totalisante en parachevant la série des hommages des maires des municipalités de l'itinéraire de déplacement. En répétant dans chaque préfecture cette cérémonie, Carnot vient pérenniser la reconnaissance de leur rôle issue des lois de 1871 et 1884, tout autant qu'écouter une sorte de «serment d'allégeance» au régime. La réception agit donc bien comme (re)présentation, aux deux sens du terme : présentation d'une position politique éminente réévaluée par la République, réaffirmation de la place de ces acteurs politiques dans le procès de représentation publique. En même temps, les discours de «propagande» républicaine en préfecture obligent Carnot, en précisant invariablement ce qu'est la République et en définissant la place que les maires doi-

32. Préambule au décret du 16 juin 1907, *J.O.* du 20 juin 1907, p. 4274-4279.

vent y tenir, à définir la sienne. Ce faisant, il fonde en grande partie les conditions d'acceptabilité d'une manière «d'habiter» le poste.

Les chiffres livrés par les albums de Bertol-Graivil soulignent le caractère massif de ces réceptions réunissant plusieurs centaines d'élus et fonctionnaires locaux. Il faut rappeler que saluer le président de la République représente un atout potentiel dans la compétition politique locale, en particulier pour de bonnes relations avec le préfet. La visite présidentielle apparaît donc comme un bon outil politique puisqu'elle enferme les opposants dans le carcan du respect des normes (de politesse, du protocole). Permettant à tous d'être vus aux côtés du président, elle contribue dans tous les cas à renforcer la position de celui-ci.

Mais saluer le président de la République peut aussi tout simplement représenter un bonheur et un honneur<sup>33</sup> pour de fervents Républicains. Un grand nombre de maires n'ont jamais vu le président autrement que par son portrait officiel<sup>34</sup>. Bertol-Graivil souligne bien entendu la «performance» et l'émotion de maires ayant fait des efforts importants pour voir le président de la République, particulièrement lorsqu'il se déplace dans des régions fortement enclavées du territoire : «Il est venu à Digne et à Sisteron des nuées de maires ; l'un d'eux a marché 49 heures pour voir monsieur Carnot. [...] Lorsque monsieur Carnot, très touché, lui a serré la main, il était dans le ravissement»<sup>35</sup>. Ces maires sont souvent les premiers «supporters» de Carnot, comme une bonne partie du public dont ils partagent l'origine sociale modeste<sup>36</sup>.

### Austérité républicaine et propagande

C'est essentiellement à travers une pédagogie de la vertu développée au long des haltes que Sadi Carnot construit les conditions de possibilité (et d'acceptabilité) d'une pratique «ouverte» du poste.

La frénésie commémorative des débuts de la Troisième République est sans doute l'aspect le mieux connu de la propagande républicaine. Parallèlement aux inaugurations de monuments, l'hommage aux «grands ancêtres» est une constante des visites, tout particulièrement envers Lazare Carnot, «l'organisateur de la

Illustration non autorisée à la diffusion

33. Bertol-Graivil note qu'«un maire a arraché le parapluie des mains du domestique de monsieur Carnot pour avoir l'honneur de l'ouvrir», in *Les 28 jours*, op. cit., p. 83.

34. Témoin cette anecdote racontée par Bertol-Graivil pour caricaturer «la province» : à Courtalains, le maire s'écrie : «je le croyais plus gros que ça», après s'être fait désigner le ministre Lockroy qui accompagne Carnot, *ibid.*, p. 76.

35. E. Bertol-Graivil, *Dans le Midi et la Corse*, op. cit., p. 147-148.

36. Certains avaient écrit leur discours, et, ne trouvant pas la force d'aller jusqu'au bout, le remettaient soit à monsieur Lockroy, soit à monsieur Deluns-Montaud. D'autres l'avaient appris par cœur, mais, émus, ne pouvaient réciter un mot ; ils laissaient alors tomber des phrases vagues dans le genre de celles-ci : «monsieur Carnot, nous sommes bien heureux, nous vous présentons toutes nos amitiés, ou encore «monsieur ... monsieur ... le président, ça nous chauffe le moral !» L'un d'eux a même ajouté qu'il n'avait pas l'habitude de se retrouver en si charmante compagnie» (E. Bertol-Graivil, *Les 28 jours*, op. cit., p. 76-77).

## DOSSIER

*Histoire politique,  
histoire du politique*

Nicolas Mariot  
«Propagande par la vue»

victoire» et grand-père du président. Les affiches de proclamation de la venue du président de la République par le maire donnent là encore une excellente illustration des traits essentiels du rapport à Carnot comme à un «fétiche républicain», ce nom si symbolique devenant très vite cri de ralliement. Dans les hommages de fin de banquet, dans les discours en mairie ou à la préfecture, la référence se fait litanie, automatisme introductif à ce passage obligé des discours de l'époque qu'est l'évocation des grands ancêtres<sup>37</sup>, et contrepoids efficace à la prolifération multiforme d'une image attachée à un autre nom : Boulanger.

La propagande républicaine passe aussi par l'inculcation de normes de comportements visant à la régénérescence du pays. Elle met l'accent sur les succès d'une politique d'hygiénisme physique et moral articulée autour d'un triptyque de valeurs inlassablement répété : travail, ordre, progrès. Carnot visite en général au moins un quartier populaire par voyage, occasion d'illustrer sur un mode symbolique le postulat démocratique de l'égalité, mais aussi les manufactures dont la production est célèbre ou, plus souvent, qui peuvent être données en exemple pour leur politique efficace de modernisation technologique et de gestion «sociale» du personnel. Exaltation du travail, de l'ordre mais aussi du progrès de la science, elle aussi toute «républicaine» : si l'ouvrier peut se concentrer sur son travail, c'est parce que la République veille à l'amélioration de son hygiène de vie, en particulier par un travail sur le «corps redressé», guidé en cortèges par les orphéons qui sillonnent la ville<sup>38</sup> ou magnifié lors de récurrents concours de gymnastique. Lorsque Carnot visite la maison d'un mineur au cœur du bassin houiller lensois, il insiste avant tout sur sa propreté. De ce point de vue, les visites peuvent être perçues comme outils de production de «lieux pour l'exemple»<sup>39</sup> dans et par la mise en scène. L'élection de lieux exemplaires comme «méthodologie de gestion sociale», parce qu'elle est une action symbolique, «forme visible par les sens»<sup>40</sup>, ressortit clairement du domaine de «l'État en représentation».

En combinant ces différents aspects, la visite présidentielle tend à passer sous silence tout ce qui peut faire penser à un abandon égoïste des corps au plaisir gratuit de la fête populaire. La visite républicaine se veut avant tout une éducation. C'est toujours le citoyen maître de

37. Cf. l'apostrophe à l'Adresse présentée par les Républicains de St-Césaire-les-Nîmes à monsieur le président de la République à son passage à Nîmes, Nîmes, imprimerie Clavel et Chastanier, 1890, 8 p. (in APP Ba 995) : «Votre illustre grand-père sauva la première République en organisant la victoire militaire. A vous incombe la tâche non moins glorieuse de sauver la III<sup>e</sup> République en organisant la victoire économique».

38. O. Ihl, *La citoyenneté en fête...*, op. cit., p. 330-343. L'auteur montre bien que le rôle des fanfares est aussi de discipliner les corps pour canaliser les élans de l'hommage vers «l'aubade sous les fenêtres».

39. André Micoud, «La production symbolique des lieux exemplaires», in André Micoud (dir.), *Des hauts lieux. La construction sociale de l'exemplarité*, Paris, Éditions du CNRS, 1991, p. 7.

40. *Ibid.*, p. 9.



ses suffrages qui participe aux visites présidentielles, et en ce sens il s'agit d'empêcher tout risque de laisser-aller de la part des individus ainsi regroupés : «perçue jusqu'à l'avènement de la Seconde République comme un spectacle accordé à la curiosité de la foule, la fête acquiert désormais les traits d'une technologie de la vertu»<sup>41</sup>. C'est pourquoi Bertol-Graivil rechigne tant à donner des précisions sur les aspects les plus populaires des visites présidentielles : «A trois heures, monsieur le président de la République et sa suite partent pour Aix-les-Bains. Pendant cette absence, la ville de Chambéry, toute à la joie, se livre avec entrain au plaisir»<sup>42</sup>.

Faire ainsi l'apologie de la vertu, de la raison, ne pouvait évidemment aller de pair avec un étalage ostensible de la figure du soi de la part du chef de l'État. Comment justifier face à l'humilité revendiquée du citoyen républicain la personnification en un seul individu d'un régime et de ses principes ? Ce «travail d'humilité» passe par la relativisation du cri, du vivat adressé directement et personnellement. Tout au long de la route, Carnot répète que les acclamations ne doivent pas être adressées à sa personne mais à la République, ou aux abstractions philosophiques qui la soutiennent. Mais en même temps, il contribue fortement à l'institutionnalisation de la fonction présidentielle : en délégitimant non pas l'acclamation du poste présidentiel mais celle de son titulaire, il installe la Présidence dans la durée, rejetant dans l'ombre le débat autour de la légitimité de son existence. Ainsi, à Marmande, il déclare en réponse au discours du maire : «Vous avez bien fait d'associer les deux mots de République et de président de la République, mais le président s'efface devant l'institution et c'est un honneur bien grand pour moi d'entendre unir mon nom à celui de la République. [...] On ne doit jamais crier Vive un homme !»<sup>43</sup>.

Parfois aux limites de la fête funèbre héritée de 1792, exaltant la vertu citoyenne, la visite présidentielle est pourtant très largement une pratique routinisée dont la codification n'a que peu changé au long du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est ici que le jeu entre remotivations de formes héritées et novations «modernes» s'impose avec le plus de force, soulignant avec acuité les questions posées par la cohabitation parallèle de formes traditionnelles de souveraineté et de celles, encore en friches, d'investissements importants, imposées par le suffrage universel. Double jeu d'ailleurs, puisqu'à celui de la clôture et de la nouveauté

Illustration non autorisée à la diffusion

41. O. Ihl, *La citoyenneté en fête...*, *op. cit.*, p. 64.

42. E. Bertol-Graivil, *Les 28 jours*, *op. cit.*, p. 90-92.

43. *Ibid.*, p. 38.

## DOSSIER

*Histoire politique,  
histoire du politique*

Nicolas Mariot  
«Propagande par la vue»

vient se mêler la question de la stratégie et de l'imposé, particulièrement visible dans les rapports ambigus entre le chef de l'État et le don ou la maladie.

### Don et contre-don

Les voyages sont ainsi l'occasion de célébrer les singularités «historiques» de la France par des cadeaux qui installent une forme d'échange entre la capitale et la localité autant qu'ils s'assurent une large publicité au plan national. Le présent accompagne ainsi la demande d'une meilleure desserte routière et ferrée ou de subventions pour le produit considéré : le président devient l'intermédiaire entre les maires et le gouvernement pour l'attribution de biens matériels publics indivisibles. Le président du conseil général du Var déclare ainsi explicitement en avril 1890 à Draguignan : «Lorsque vous serez à Paris [...] vous n'oublierez pas que nous avons besoin pour assurer notre prospérité d'accroître notre outillage industriel, du prompt achèvement du réseau de nos voies ferrées [...] que seules les subventions de l'État peuvent réaliser»<sup>44</sup>.

Ces dons et contre-dons développés dans l'échange électoral ne doivent pas être confondu avec la prodigalité présidentielle : tradition héritée de la figure du souverain, «le président a toujours la main ouverte»<sup>45</sup>. Saluer et donner : deux gestes fondamentaux des visites en province qui, là encore, placent le président dans une position d'exceptionnalité. Tout d'abord les dons en argent bien sûr<sup>46</sup> : conséquents, délivrés régulièrement par des intermédiaires administratifs respectant la hiérarchie urbaine, ils sont l'aboutissement bien routinisé du long processus de «substitution de la charité aveugle par une stricte gestion de la bienfaisance, réglée selon les normes de la philanthropie»<sup>47</sup>. Bertol-Graivil insiste beaucoup sur cette stratégie de remise à l'honneur du don présidentiel : «Vous n'imaginez pas l'effet de ces libéralités répétées. Qu'est-ce que vous voulez ? Il y a eu, sur l'Élysée de naguère, tant de renseignements dans lesquels il n'était pas question de prodigalité !»<sup>48</sup>. Ces libéralités prennent des formes diverses que l'on peut néanmoins assimiler à une même faculté personnelle de libre-arbitre, prérogative non partagée du chef de l'État : gratuité des théâtres pendant sa venue, octroi de journées de congés et levée des pensums dans certains lycées<sup>49</sup> et surtout, en deux occasions, utilisation de la grâce présidentielle pour des grévistes<sup>50</sup>.

44. E. Bertol-Graivil, *Dans le Midi et la Corse*, *op. cit.*, p. 24.

45. E. Bertol-Graivil, *Les 28 jours*, *op. cit.*, p. 175.

46. N. Mariot, *Les Voyages en province de Carnot et Boulanger...*, *op. cit.*, p. 188 pour le montant et «l'affectation» des sommes laissées dans chaque ville.

47. A. Corbin, «La fête de souveraineté», *op. cit.*, p. 33.

48. E. Bertol-Graivil, *Les 28 jours*, *op. cit.*, p. 107.

49. *Ibid.*, p. 87 et 75.

50. A. Chambéry (*ibid.*, p. 260) et à Lille (Paul Gers, *Les voyages du président en 1892*, Paris, Flammarion, 1893, p. 261).

## Un président thaumaturge ?

Le rapport du chef de l'État à la maladie souligne le même type d'ambivalences entre la pratique héritée et la norme républicaine. La visite des hôpitaux représente un passage obligé dans la formalisation des voyages présidentiels. Carnot avait ainsi choisi pour première «sortie» officielle de se rendre à la Salpêtrière et au Val-de-Grâce<sup>51</sup>. Ce phénomène ne pouvait nous éviter de rapprocher la pratique de Carnot de l'image traditionnelle des souverains comme «ennemis-nés de la maladie», selon les termes de M. Bloch<sup>52</sup>, Carnot intégrant ses visites hospitalières dans l'entreprise positiviste de lutte contre la dégénérescence physique à la fin du siècle. C'est cette politique qui est mise en exergue par le maire de Reims : «Après la visite des établissements charitables, nous vous aurions prié d'examiner nos institutions de prévoyance et d'hygiène. L'hygiène publique à laquelle vous vous intéressez d'une façon si particulière, nous a permis d'obtenir ici d'heureux résultats [...]»<sup>53</sup>.

Face à cette apologie de la médecine «moderne» demeurent des traces des légendes royales. Dès la première visite dans les hôpitaux parisiens, l'ambiguïté apparaît dans les reportages des journaux et albums de voyage. Même si Carnot n'emmène plus auprès des malades son médecin personnel comme le faisait Louis-Philippe, on y trouve souvent de courtes phrases censées refléter le sentiment des malades après la visite du chef de l'État, descriptions naïves illustrant la transformation qui s'est opérée chez les «deshérités de la fortune et de la nature»<sup>54</sup> quand Carnot leur a dit quelques mots : «La visite de monsieur Carnot aux pauvres malades leur laissera un souvenir ineffaçable ; monsieur le président s'approche de chaque lit, serre les mains aux souffreteux, les encourage tantôt d'un sourire, tantôt d'une bonne parole, et, pour un instant, il semble à quelques-uns d'entre eux que tout mal est guéri et qu'ils peuvent reprendre le dur collier de la vie»<sup>55</sup>.

Aussi bien dans le cas du don qu'avec les visites hospitalières, nous sommes bien ici au cœur d'un rapport complexe entre «la bureaucratie et le charme», rapport qu'il convient d'interroger plus en détail. Comment comprendre la prégnance de ces configurations héritées au cœur même des pratiques les plus codifiées et routinisées du voyage ? La question de la perpétuation quasi

Illustration non autorisée à la diffusion

51. APP Ba 933.

52. Marc Bloch, *Les Rois thaumaturges*, Paris, Gallimard, 1983 [Strasbourg, 1924], p. 172.

53. E. Bertol-Graivil, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> voyages, *op. cit.*, p. 115.

54. *La Paix* du 31 août 1887.

55. E. Bertol-Graivil, *Les 28 jours*, *op. cit.*, p. 232-233.

## DOSSIER

*Histoire politique,  
histoire du politique*

Nicolas Mariot  
«*Propagande par la vue*»

uniforme de la pratique pose le problème des transformations de sens que donne à voir le tour de France de Carnot.

### Exaltation du local

La visite d'État en province doit être caractérisée avant tout comme un voyage : c'est bien le déplacement physique à l'intérieur de frontières qui donne son sens à l'activité. Il s'agit de parcourir pour unir en construisant un itinéraire de déplacement qui fasse ressentir dans le temps la maîtrise du territoire. Mais plus encore peut-être, le tour de France de Carnot doit inscrire le nouveau régime dans la continuité de l'histoire nationale. C'est aussi pourquoi les formes de la pratique varient si peu. Outil de souveraineté de l'État tout entier tourné vers la célébration du passé mythique du sol, le voyage ne peut se couper de ses racines sans prononcer l'arrêt de mort de son fondement inlassablement répété : parcourir le territoire pour en raconter l'histoire.

L'expression du local dans le cadre des déplacements présidentiels, à partir du moment où elle ne nie pas les fondements du lien social exprimés par la norme républicaine, en offre une bonne illustration : le voyage présidentiel, loin de procéder en une unification centralisatrice visant à masquer ou effacer toute forme de tradition particulière, passe par une appropriation du territoire comme un puzzle de «pays» dont la réunion doit se réaliser au niveau individuel, dans un nouveau corps social fondé sur le lien citoyen. Ainsi, les traces de la double appropriation du décorum républicain par (ou dans) les folklores locaux, et surtout des seconds par le premier, mettent en lumière l'imbrication des répertoires d'action : dans les Landes, après la présentation à Morcenx d'un «défilé» de pasteurs landais montés sur leurs échasses, les organisateurs locaux de Mont-de-Marsan ont placé à l'arrière du cortège deux échassiers et surtout ajouté les couleurs tricolores aux costumes traditionnels des cochers<sup>56</sup>. Le mélange des manières de «faire honneur» en matière de décoration festive transparaît de manière récurrente : à Dax par exemple, le dimanche 24 mai 1891, les rues accueillant le cortège présidentiel sont jonchées de rameaux<sup>57</sup>. De même en matière vernaculaire : l'utilisation du patois ou de la langue d'oc est toujours mentionnée, donc non censurée par les municipalités ou les pré-

56. E. Bertol-Graivil, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> voyages, *op. cit.*, p. 85.

57. *Ibid.*, p. 80.

fets : à Agen par exemple, l'inscription d'un arc de triomphe est rédigée en patois. Comme pour l'apprentissage du français à l'école, la politique républicaine en la matière n'est pas celle du rouleau compresseur balayant tout sur son passage pour éradiquer toute manifestation locale<sup>58</sup>. Au contraire, l'ancienneté et le pittoresque des costumes<sup>59</sup> sont ainsi un critère de noblesse légitimant une place dans les comptes rendus de visite.

Illustration non autorisée à la diffusion

Mais au-delà de cet ancrage du voyage dans le temps long de l'histoire nationale, le tour de France de Carnot se veut également clôture et inauguration. Cette transformation du sens du voyage se réalise au niveau symbolique plus que dans la structure formelle du déplacement. Il s'agit ici de symboliser le nombre comme principe légitimateur fondamental du nouveau régime.

### Exprimer le lien citoyen

Carnot se réapproprie le transport ferroviaire comme outil symbolique : le train, la gare et la voie ferrée jouent de ce point de vue un rôle considérable. Les gares dessinent un maillage de l'espace jusque dans ses zones les plus enclavées. Le chef de l'État n'a plus besoin de visiter les confins de son territoire pour en consacrer les limites, comme le faisaient le jeune Charles IX et Catherine de Médicis, par un «tour du royaume» longeant des frontières souvent approximatives mais que le roi devait surtout se garder de franchir pour circonscrire l'espace de son pouvoir<sup>60</sup>. A l'inverse, il s'agit de pénétrer le cœur du territoire pour illustrer et faire reconnaître l'existence d'un lien politique unificateur, répété à l'identique entre le centre et les multiples points de l'espace qu'il domine. Autant de pôles reliés physiquement mais aussi symboliquement entre eux par le chemin de fer (la «ligne» ferroviaire). En fait, le tour de France de Carnot représente très logiquement l'image fidèle du réseau ferré en étoile tel qu'il achève de se constituer à l'époque (cf. carte). Mais, s'il dessine les grandes zones de circulation de l'espace français que nous connaissons encore aujourd'hui, il reste daté. Il n'y a pas ou peu de «trous» dans les itinéraires, pour autant que le permet le réseau ferré. Le voyage, parce qu'il s'enfonce jusqu'au cœur du territoire, vers ses marges extérieures en approchant à chaque déplacement l'une des frontières, mais aussi et surtout vers ses marges intérieures, en s'arrêtant parfois

58. Cf. la mise au point de Maurice Agulhon, «Le centre et la périphérie», in Pierre Nora, *Les Lieux de mémoire, Les France*, t. 1, Paris, Gallimard, 1992, p. 826-839.

59. Dans ce rapport entre traditions locales et exaltation de la Nation, ce sont les femmes qui, le plus souvent, remettent un bouquet à Carnot, ou participent aux spectacles folkloriques. Par contre, exclues du suffrage universel, elles le sont aussi des banquets républicains et des aspects les plus politiques des visites.

60. Jean Boutier, Alain Dewerpe et Daniel Nordman, *Un tour de France royal. Le voyage de Charles IX (1564-1566)*, Paris, Aubier, 1984.

## DOSSIER

*Histoire politique,  
histoire du politique*

Nicolas Mariot  
«*Propagande par la vue*»

dans les communes les plus petites du réseau ferré, souligne bien une volonté d'appropriation de l'espace national tout entier.

Mais la symbolique nouvelle du lien citoyen se donne aussi à voir dans le territoire décrit par le voyage. De nouvelles frontières sont ainsi définitivement consacrées par les déplacements : celles des départements, célébrées en réalisant en 1889 un «tour du Pas-de-Calais» puis en 1891 en rééditant à l'échelle de la Marne le modèle du Tour de France par allers et retours vers Reims, Vitry ou Épernay à partir du centre préfectoral, Châlons-sur-Marne. Carnot vient souvent aussi consacrer le changement de majorité départementale. A Montauban, il fait cette réponse au préfet du Gers venu, avec une délégation de 60 maires, lui demander de visiter son département : «Lorsque vous aurez conquis à la République votre département, je serai heureux d'y venir consacrer le succès définitif de vos efforts»<sup>61</sup>. Le train n'est pas seulement un mode de transport entre deux points de l'espace : il participe aussi matériellement au travail de représentation présidentielle. Orné de drapeaux tricolores, de feuillages et de guirlandes (sur le modèle du train impérial), il comporte une plate-forme à l'arrière d'un wagon permettant au président de saluer les populations lorsque le train ne fait que ralentir sans s'arrêter dans les gares les moins importantes du trajet.

Reliant ensemble les points du territoire où qu'ils se trouvent, le voyage républicain symbolise le lien citoyen nouveau dégagé des allégeances communautaires. A travers les acclamations de toute sorte, le président, l'institution qu'il incarne, la République elle-même, viennent chercher une forme de légitimation populaire dans le face-à-face qu'instaure le voyage. En retour, le président, par sa venue répétée en de multiples points du territoire, réalise symboliquement le lien d'égalité entre tous les citoyens, leur dit en quelque sorte que leur position de membre d'une communauté de citoyens, que leur croyance dans les vertus du lien démocratique, sont légitimes<sup>62</sup>. Parfois, néanmoins, le conflit entre le volontarisme républicain de conformité à la norme et la prégnance de sociabilités communautaires affleure au long de ces déplacements : en 1891, Bertol-Graivil souligne ainsi «l'aspect lamentable» d'une rue de Limoges qui marque son opposition à l'ordre administratif et politique en refusant de pavoiser, respectant ainsi le temps quotidien opposé au temps extraordinaire de la fête<sup>63</sup>.

61. E. Bertol-Graivil, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> voyages, *op. cit.*, p. 43.

62. D. Dayan, «Présentation du pape en voyageur», *Terrain*, n°15, 1990, p. 22-27.

63. E. Bertol-Graivil, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> voyages, *op. cit.*, p. 19-21.

Hormis ce type d'entorse au bon déroulement de la visite, de nombreuses formes de la symbolisation de l'égalité citoyenne par la multiplication des arrêts sur la toile d'araignée<sup>64</sup> du réseau ferré sont visibles dans les visites. Mentionnons d'abord la reprise d'une pratique valorisée par Louis-Philippe : la «réception ouverte». Elle consistait à ouvrir les salons de la préfecture à l'ensemble des citoyens qui désiraient approcher le chef de l'État. Les rapports de police confirment une réelle «ouverture» sociale : «La physionomie de la réception ouverte qui a eu lieu hier soir à l'hôtel de ville de Limoges a été très curieuse. [...] Il y avait beaucoup d'assistants en habit ou en robes très élégantes, mais beaucoup aussi en blouses ou en simples bonnets. Le président de la République s'est entretenu familièrement avec la plupart d'entre eux»<sup>65</sup>. C'est peut-être ce caractère familial qui est à l'origine de la raréfaction de ces réceptions ouvertes après la première année de voyage. L'Élysée y aurait progressivement mis un terme, en particulier en raison de leur caractère sans doute trop «désordonné». D'autant que l'accessibilité totale du chef de l'État ne rentre pas complètement dans le schéma de rapprochement physique-distanciation institutionnelle propre aux voyages présidentiels. Si l'on considère qu'ils ont aussi pour objet de relégitimer le titulaire du poste pour contrecarrer les effets néfastes de l'éloignement du pouvoir du point de vue du citoyen, le rapprochement physique qu'il propose comme solution ne se conçoit que s'il permet aussi de réaffirmer la «majesté» de la fonction à travers la distance institutionnelle manifestée dans les distinctions protocolaires. En ce sens, la «réception ouverte» l'est sans doute trop pour durer, puisqu'elle réduit presque à néant les efforts pour placer l'institution dans une position hors norme, au-dessus de toutes les autres.

La mise en pratique concrète d'un lien citoyen abstrait passe par des moments de délégitimation des anciennes pratiques du voyage d'État. A Bordeaux, à l'occasion de la pose de la première pierre des nouveaux quais du port, un ingénieur en chef du service maritime marque ce travail de distinction en précisant qu'il n'offre pas à Carnot, comme il était d'usage, une truelle d'or ou d'argent mais une «simple truelle de fer, la véritable truelle de l'ouvrier»<sup>66</sup>. Il faut encore ajouter pour ces voyages la présence de ce qu'il faudra sans doute désormais appeler «l'effet-pluie»<sup>67</sup>, et qui n'est pas sans intérêt quant à la

Illustration non autorisée à la diffusion

64. Cf. le parallèle avec la même métaphore des fils invisibles employée par G. Noiriel à propos des objectivations contraignantes du «gouvernement à distance» (*La tyrannie du national. Le droit d'asile en Europe, 1793-1993*, Paris, Calmann-Lévy, 1991, p. 313-314).

65. APP Ba 994, Rapport du 26 avril 1888.

66. E. Bertol-Graivil, *Les 28 jours*, op. cit., p. 50.

67. Alain Corbin et Nathalie Veiga, «Le monarque sous la pluie : les voyages de Louis-Philippe I<sup>er</sup> en province (1831-1833)», in *La Terre et la Cité. Mélanges offerts à Philippe Vigier*, Paris, Créaphis, 1994.

## DOSSIER

*Histoire politique,  
histoire du politique*

Nicolas Mariot  
«*Propagande par la vue*»

croyance que peuvent avoir les officiants des effets que produisent sur les populations leurs performances de représentation. N. Veiga a souligné l'importance que Louis-Philippe avait cru, voulu ou su donner à son geste de refus d'une protection contre la pluie pour se placer sur un terrain d'égalité avec le plus grand nombre<sup>68</sup>. Selon Bertol-Graivil, Carnot dit quasiment la même chose, sur le mode de la démocratisation égalitaire du voyage, au maire de Marseille en avril 1890, après que celui-ci eut proposé de relever la capote du landau devant l'averse : «Eh ! non, monsieur le maire, tous ces braves gens sont venus pour nous voir, ils sont mouillés, soyons mouillés»<sup>69</sup>.

Mais peut-être mieux que tous ces exemples, c'est un simple qualificatif qui fournit le meilleur indice de ce difficile dialogue entre les formes nécessaires d'un «paraître démocratique» et celles, tout aussi indispensables à la représentation de la majesté, de la distinction institutionnelle : un commentateur des fêtes de Nancy parle ainsi «d'incident» pour qualifier la poignée de main «aussi fraternelle que démocratique», reconnaît-il toutefois, qu'un «ouvrier en blouse» donna à Carnot alors qu'il était en cortège dans les rues de Nancy<sup>70</sup>.

Le «tour de France» prend fin à Lyon : le 24 juin 1894, Carnot est poignardé en plein cortège par un italien que l'on accuse d'être anarchiste. La mort du chef de l'État suscite une forte émotion dans l'ensemble du pays mais aussi de violentes émeutes anti-italiennes<sup>71</sup>. En parallèle à cette effervescence s'installe aussi le recueillement : le 25 juin au matin, les inspecteurs de police décrivent le «calme absolu» sur les grands boulevards ou le pavoisement de la Place des Victoires. Plusieurs milliers de personnes défilent devant le catafalque présidentiel. Pourtant, dans le même temps, nulle hésitation à faire monter les cours de la location de fenêtre ou de terrasse avec vue imprenable sur le cortège funèbre. Les portraits ou médailles à l'effigie de Carnot se vendent mieux que jamais<sup>72</sup>, y compris par le biais d'un distributeur automatique «d'attributs du deuil national» vendus 10 centimes.

Ainsi les obsèques de Carnot ressemblent-elles beaucoup à ses voyages : mêmes effigies, même présence de longs cortèges (bien qu'ils n'aient, de par leur contenu, rien à voir avec les cortèges officiels du protocole), même industrialisation de la pratique, mêmes usages latéraux

68. Nathalie Veiga, *Les Voyages de Louis-Philippe I<sup>er</sup> en province*, mémoire de maîtrise d'histoire, Université Paris I, 1992.

69. E. Bertol-Graivil, *Dans le Midi et la Corse*, *op. cit.*, p. 38.

70. E. Goutière-Vernolle, *op. cit.*, p. 130.

71. Cf. le dossier «assassinat de monsieur Carnot», APP Ba 995.

72. Rapport de police au cabinet du préfet, APP Ba 995.



des cérémonies. C'est sans doute cette ambivalence qui fait tout l'intérêt de «l'objet» visites d'État, entre tradition et innovation, entre inscription du régime dans la chaîne des temps et inauguration d'une ère nouvelle, entre immobilité et changements subtils dans les mises en scènes des modes de légitimation politique, entre référence aux mythes nationaux et lutte politique pour remonter l'institution. Ambivalence enfin et surtout entre participation du public, émotion et artifice né de l'organisation des manifestations, entre superficialité orchestrée et implication au moins apparente. Une participation sans nécessaire adhésion : voilà sans doute le mystère du travail de représentation politique.

Illustration non autorisée à la diffusion